

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 1034

[C — 2000/27174]

8 AVRIL 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 6 mai 1999 créant la société anonyme de droit public « Société de Garantie régionale wallonne » (S.G.R.W.)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 créant la société anonyme de droit public « Société de Garantie régionale wallonne » (SGRW), notamment les articles 2 et 3;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 20 mars 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 avril 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'urgence motivée par le fait, d'une part, que la S.A. de droit public S.G.R.W. doit être opérationnelle pour le 31 mars 2000 au plus tard, date à laquelle elle deviendra seule compétente pour connaître des nouvelles demandes de garantie, la S.A. Crédit Professionnel perdant toute compétence à cet effet dès le 1^{er} avril 2000 et par le fait, d'autre part, que, en application de l'article 13 du décret du 6 mai 1999 créant la S.A. de droit public S.G.R.W., cette dernière doit reprendre les droits et obligations de la S.A. Crédit Professionnel pour le 2 juillet 2000 au plus tard;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 mars 2000 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o le « décret », le décret du 6 mai 1999 créant la société anonyme de droit public "Société de Garantie régionale wallonne" (S.G.R.W.);

2^o la « S.G.R.W. », la société anonyme de droit public « Société de Garantie régionale wallonne », créée par le décret du 6 mai 1999 précité;

3^o l' « organisme financier », les établissements et sociétés visés à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, 1. et 2., du décret;

4^o le « crédit », les opérations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret;

5^o l' « entreprise », la petite et moyenne entreprise visée à l'article 2, § 2, du décret;

6^o la « garantie » : la garantie visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, du décret.

Art. 2. § 1^{er}. La garantie de la S.G.R.W. porte :

1^o soit sur une quotité ne pouvant dépasser 75 % du crédit consenti par l'organisme financier; cette quotité ne peut dépasser 75 % de chacune des échéances de celui-ci;

2^o soit sur un certain nombre d'échéances dont le montant total ne dépasse pas 75 % du montant du crédit consenti par l'organisme financier.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 1^o, chaque remboursement entraîne une diminution de la garantie de la S.G.R.W. à concurrence de la quotité de son intervention sur l'échéance remboursée.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 2^o, les remboursements viennent intégralement en déduction de la garantie de la S.G.R.W.

§ 2. La quotité visée au § 1^{er} peut être portée à 80 % lorsque l'entreprise est une personne physique qui est inscrite pour la première fois à titre principal depuis moins de 24 mois à l'Institut national d'assurances sociales des travailleurs indépendants ou est une société dont les actions sont détenues au moins à 75 % par une ou des personnes susvisées pour autant que l'une d'elles assure la gestion journalière.

§ 3. La S.G.R.W. peut, en cas d'insuffisance des garanties données à l'organisme financier par l'entreprise ou par des tiers, exiger de l'entreprise qu'elle constitue des sûretés pour une partie du crédit.

§ 4. Le montant de la garantie est limité, sauf application de l'article 3, au plafond d'intervention calculé conformément à la règle "de minimis" définie par la communication 96/C 68/08 de la Commission relative aux aides « de minimis ».

Le plafond d'intervention pour l'année en cours, l'année T, est calculé comme suit :

Plafond d'aide « de minimis », soit 100 000 euros

taux moyen d'intervention pour l'année T

Le taux moyen d'intervention pour l'année T se calcule annuellement dans le courant du mois de janvier, sur base de la formule suivante :

$$\frac{\text{Le total des interventions réelles des années T-1 à T-4}}{\text{Le total des garanties octroyées au cours des années T-1 à T-4}}$$

L'intervention réelle correspond au total des remboursements liés à l'octroi de la garantie régionale dont sont déduites les commissions perçues et les récupérations.

Art. 3. Une notification préalable auprès de la Commission européenne doit être effectuée :

1° si la garantie est supérieure au plafond d'intervention visé à l'article 2, § 4;

2° si l'entreprise se situe dans les secteurs couverts par le traité CECA ou dans les secteurs

de la construction navale, des transports, de l'agriculture ou de la pêche.

Art. 4. La demande de garantie est introduite par l'organisme financier auprès de la S.G.R.W. et doit être accompagnée d'un dossier comportant les documents types dont la composition et l'objet sont déterminés par la S.G.R.W.

La demande doit notamment préciser les conditions auxquelles l'organisme financier accordera le crédit et les motifs qui justifient l'octroi de la garantie.

La S.G.R.W. peut procéder ou faire procéder à l'examen de l'évaluation des garanties, de la comptabilité, de la gestion et de la situation financière de l'entreprise qui a sollicité ou obtenu le bénéfice de la garantie de la S.G.R.W.

Art. 5. L'organisme financier et l'entreprise paient une commission à la S.G.R.W. sur le montant des crédits garantis.

Le Gouvernement, de l'avis du conseil d'administration de la S.G.R.W., fixe le taux de la commission à charge de l'organisme financier et de celle à charge de l'entreprise en veillant au respect de l'équilibre financier de la S.G.R.W., compte tenu de l'intervention de la Région visée à l'article 8 du décret, et au respect de l'objet social de cette dernière, à savoir faciliter l'octroi de crédit à usage professionnel aux petites et moyennes entreprises et favoriser leur création et leur développement en Région wallonne.

Pour l'entreprise visée à l'article 2, § 2, la commission à charge de l'entreprise peut être réduite.

Un remboursement complet ou partiel anticipé n'entraîne pas la restitution d'une partie de la commission.

Art. 6. L'organisme financier qui dénonce un crédit garanti par la S.G.R.W. le signale à celle-ci concomitamment à la dénonciation adressée à l'entreprise, en faisant part des raisons de sa décision. Il établit, à la date de la dénonciation, le décompte détaillé de la créance qu'il détient vis-à-vis de l'entreprise, à savoir, le solde restant dû en principal, le montant des intérêts échus et les éventuels frais accessoires.

La S.G.R.W. peut, à partir du moment où un risque d'intervention lui est signalé, verser une provision à l'organisme financier. Ce montant est imputé par l'organisme financier successivement sur les frais et accessoires, les intérêts et le principal restant à rembourser au moment où le versement est effectué.

Le versement d'une provision exonère la S.G.R.W. du paiement d'intérêts sur le montant en principal ainsi remboursé à partir du lendemain du versement de celle-ci.

Art. 7. L'organisme financier poursuit par toutes voies de droit la récupération des crédits dénoncés et réalise les sûretés ou garanties constituées ainsi que les biens de l'entreprise, en concertation avec la S.G.R.W.

Après clôture des opérations de récupération, l'organisme financier adresse à la S.G.R.W. la demande d'intervention pour le montant restant à charge de celle-ci.

Le décompte exact de l'intervention de la S.G.R.W. se fait lorsque le montant définitif de son intervention est connu et donne lieu au versement d'un complément d'intervention ou au remboursement d'un solde éventuel.

Art. 8. En cas de sinistre faisant intervenir la garantie visée à l'article 2, § 1^{er}, 1°, la part du produit des réalisations visées à l'article 8, alinéa 1^{er}, est affectée proportionnellement à l'encours effectif de la part du crédit garanti par la S.G.R.W. et de la part du crédit non garanti au moment de la dénonciation.

En cas de sinistre faisant intervenir la garantie visée à l'article 2, § 1^{er}, 2°, la part du produit des réalisations visées à l'article 8, alinéa 1^{er}, correspondant au pourcentage du risque pris par l'organisme financier, est affectée de manière prioritaire à la part du crédit non garanti par la S.G.R.W.

Le solde du produit des réalisations visées à l'article 8, alinéa 1^{er}, est affecté de manière proportionnelle à l'encours effectif de la part du crédit garanti par la S.G.R.W. et de la part du crédit non garanti au moment de la dénonciation.

Art. 9. La S.G.R.W. peut décider du retrait de la garantie octroyée lorsque :

- 1° les conditions fixées pour l'obtention de cette garantie n'ont pas été remplies;
- 2° l'organisme financier n'a pas pris les dispositions prescrites par la S.G.R.W. concernant l'affectation du crédit aux fins prévues;
- 3° la garantie a été obtenue grâce à des déclarations inexactes de l'organisme financier;
- 4° l'organisme financier modifie les conditions initiales du crédit sans accord préalable de la S.G.R.W. ou de manière telle que les conditions d'octroi de la garantie de la S.G.R.W. ne sont plus remplies;
- 5° l'organisme financier est resté en défaut de payer la commission à l'expiration du délai convenu;
- 6° l'organisme financier a réclamé un montant supérieur à la perte effectivement subie et couverte par la S.G.R.W.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2000.

Art. 11. Le Ministre de l'Economie et des P.M.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 avril 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 1034

[C — 2000/27174]

8. APRIL 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Société de Garantie régionale wallonne" (S.G.R.W.) (Wallonische regionale Garantiegesellschaft)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Société de Garantie régionale wallonne" (S.R.G.W.), insbesondere der Artikel 2 und 3;

Aufgrund des am 20. März 2000 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der wallonischen Region;

Aufgrund des am 3. April 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet einerseits dadurch, dass die A.G. öffentlichen Rechts S.G.R.W. spätestens am 31. März 2000 funktionsfähig sein muss, da sie an diesem Datum nämlich als Einzige befugt wird, um die neuen Anträge auf Garantie zu behandeln, da die "S.A. Crédit Professionnel" (Berufskredit) ab dem 1. April 2000 in diesem Bereich jede Zuständigkeit verliert, und andererseits dadurch, dass die A.G. öffentlichen Rechts S.G.R.W. in Anwendung von Artikel 13 des Dekrets vom 6. Mai 1999 zu deren Gründung die Rechte und Pflichten der "S.A. Crédit Professionnel" spätestens am 2. Juli 2000 übernehmen muss;

Aufgrund des am 27. März 2000 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° das "Dekret": das Dekret vom 6. Mai 1999 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Société de Garantie régionale wallonne" (S.G.R.W.);

2° die "S.G.R.W. » : die durch das vorerwähnte Dekret vom 6. Mai 1999 gegründete Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Société de garantie régionale wallonne";

3° die "Finanzeinrichtung": die in Artikel 2, § 1, Absatz 2, 1 und 2 des Dekrets erwähnten Kredit- und Finanzeinrichtungen bzw. Gesellschaften;

4° der "Kredit": die in Artikel 3, Absatz 1 des Dekrets erwähnten Maßnahmen;

5° der "Betrieb": das in Artikel 2, § 2 des Dekrets erwähnte kleine und mittlere Unternehmen;

6° die "Garantie": die in Artikel 2, § 1, Absatz 2 des Dekrets erwähnte Garantie.

Art. 2 - § 1. Die Garantie der S.G.R.W betrifft:

1° entweder einen Anteil, der 75% des durch die Finanzeinrichtung gewährten Kredits nicht überschreiten darf; dieser Anteil darf 75% jeder Rate dieses Kredits nicht überschreiten;

2° oder eine bestimmte Anzahl Raten, deren Gesamtbetrag 75% des Betrags des durch die Finanzeinrichtung gewährten Kredits nicht überschreiten darf.

In dem im Absatz 1, 1° erwähnten Fall hat jede Rückzahlung eine Verminderung der Garantie der S.G.R.W. im Verhältnis zum Anteil ihrer Intervention für die getilgte Rate zur Folge.

In dem im Absatz 1, 2° erwähnten Fall werden die Rückzahlungen völlig von der Garantie der S.G.R.W. abgezogen.

§ 2 - Der in § 1 erwähnte Anteil kann auf 80% erhöht werden, wenn der Betrieb entweder eine natürliche Person, die seit weniger als 24 Monaten zum ersten Mal beim Nationalen Institut für Sozialversicherung der Selbstständigen hauptberuflich eingetragen ist, oder eine Gesellschaft ist, in der mindestens 75% des Kapitals einer oder mehreren der obenerwähnten Personen gehören, sofern eine dieser Personen die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft übernimmt.

§ 3 - Wenn der Betrieb oder Drittpersonen der Finanzeinrichtung nicht genug Garantien gegeben haben, kann die S.G.R.W vom Betrieb verlangen, dass er Kreditsicherungen für einen Teil des Kredits hinterlegt.

§ 4 - Außer wenn Artikel 3 Anwendung findet, ist die Höhe der Garantie auf den Höchstbetrag der Intervention beschränkt; dieser wird gemäß der in der Mitteilung 96/C 68/08 der Kommission über "de minimis"-Beihilfen bestimmten "de minimis-Regel" berechnet.

Der für das laufende Jahr (Jahr T) geltende Höchstbetrag der Intervention wird folgenderweise berechnet:

$$\frac{\text{Höchstbetrag der "de minimis" Beihilfe, in Höhe von 100.000 Euro}}{\text{Durchschnittlicher Satz der Intervention für das Jahr T}}$$

Der durchschnittliche Satz der Intervention für das Jahr T wird jährlich im Laufe des Monats Januar aufgrund der folgenden Formel berechnet:

$$\frac{\text{Gesamtbetrag der tatsächlich geleisteten Interventionen für die Jahre T-1 bis T-4}}{\text{Gesamtbetrag der im Laufe der Jahre T-1 bis T-4 gewährten Garantien}}$$

Die tatsächlich geleistete Intervention entspricht dem Gesamtbetrag der mit der Gewährung der regionalen Garantie verbundenen Rückzahlungen nach Abzug der bezogenen Provisionen und Beitreibungen.

Art. 3 - Es muss eine vorherige Bekanntmachung bei der Europäischen Kommission zugestellt werden, wenn:

1° die Garantie den in Artikel 2, § 4 erwähnten Höchstbetrag der Intervention überschreitet;

2° wenn der Betrieb in einem der durch den EGSK-Vertrag betroffenen Bereichen oder im Bereich des Schiffbaus, des Transportwesens, der Landwirtschaft oder der Fischerei tätig ist.

Art. 4 - Der Antrag auf eine Garantie wird von der Finanzeinrichtung bei der S.G.R.W. eingereicht. Dem Antrag muss eine Akte mit den Musterunterlagen beigelegt werden, deren Zusammensetzung und Gegenstand von der S.G.R.W. bestimmt werden.

Der Antrag muss insbesondere angeben, unter welchen Bedingungen die Finanzeinrichtung den Kredit gewährt, und aus welchen Gründen die Garantie erteilt wird.

Die S.G.R.W. kann die Bewertung der Garantien, der Buchführung, der Verwaltung und der Finanzlage des Betriebs, der den Genuss der Garantie der S.G.R.W. beantragt oder erhalten hat, überprüfen bzw. überprüfen lassen.

Art. 5 - Die Finanzeinrichtung und der Betrieb zahlen an die S.G.R.W. eine Provision auf den Betrag der garantierten Kredite.

Die Regierung legt nach Gutachten des Verwaltungsrates der S.G.R.W. den Satz der zu Lasten der Finanzeinrichtung gehenden Provision und der zu Lasten des Betriebs gehenden Provision fest, wobei sie unter Berücksichtigung der in Artikel 8 des Dekrets erwähnten Intervention der Region auf das finanzielle Gleichgewicht der S.G.R.W. und auf deren Gesellschaftszweck achtet, der darin besteht, die Gewährung von Krediten zu Berufszwecken zugunsten von kleinen und mittleren Unternehmen zu erleichtern und die Gründung und Entwicklung solcher Unternehmen in der Wallonischen Region zu fördern.

Für den in Artikel 2, § 2 erwähnten Betrieb kann die zu Lasten des Betriebs gehende Provision ermäßigt werden.

Eine vorzeitige Ganz- oder Teilrückzahlung hat nicht die Rückerstattung eines Teils der Provision zur Folge.

Art. 6 - Wenn eine Finanzeinrichtung einen von der S.G.R.W. garantierten Kredit kündigt, informiert sie gleichzeitig mit der an den Betrieb gerichteten Kündigung die S.G.R.W. darüber und teilt ihr die Gründe für ihren Beschluss mit. Sie erstellt am Tag der Kündigung die genaue Abrechnung der Forderung, die sie dem Betrieb gegenüber besitzt, d.h. den Restbetrag des Kapitals, die Höhe der fälligen Zinsen und die etwaigen Nebenkosten.

Sobald die S.G.R.W. über die wahrscheinliche Notwendigkeit ihrer Intervention informiert ist, kann diese zugunsten der Finanzeinrichtung eine Vorschusszahlung tätigen. Dieser Betrag wird von der Finanzeinrichtung in folgender Reihenfolge auf die Lasten und Nebenkosten, die Zinsen und das Kapital, das am Zeitpunkt der Einzahlung noch zurückzuzahlen ist, angerechnet.

Die Einzahlung eines Vorschusses befreit die S.G.R.W. von der Zahlung von Zinsen auf den in dieser Weise zurückgezählten Kapitalbetrag ab dem Tag, der auf den Tag der Einzahlung des Vorschusses folgt.

Art. 7 - Im Einvernehmen mit der S.G.R.W. nimmt die Finanzeinrichtung durch jeglichen Rechtsweg die Beitreibung der gekündigten Kredite vor und verflüssigt die bestellten Kreditsicherungen und Garantien sowie die Güter des Betriebs.

Nach Abschluss der Beitreibungsmaßnahmen richtet die Finanzeinrichtung der S.G.R.W. den Antrag auf Intervention bezüglich des Betrags, der noch zu ihren Lasten geht.

Die genaue Abrechnung der Intervention der S.G.R.W. erfolgt, wenn ihr endgültiger Betrag bekannt ist, und gibt Anlass zur Einzahlung eines Interventionszuschlags oder zur Rückzahlung eines eventuellen Restbetrags.

Art. 8 - Im Falle eines Schadens, für welchen die in Artikel 2, § 1, 1° erwähnte Garantie in Anspruch genommen wird, wird der Anteil des Erlöses aus den in Artikel 7, Absatz 1 erwähnten Verflüssigungen für den tatsächlich ausstehenden Betrag jeweils des Anteils des von der S.G.R.W. garantierten Kredits und des Anteils des zum Zeitpunkt der Kündigung nicht von der S.G.R.W. garantierten Kredits proportional bestimmt.

Im Falle eines Schadens, für welchen die in Artikel 2, § 1, 2° erwähnte Garantie in Anspruch genommen wird, wird der Anteil des Erlöses aus den in Artikel 7, Absatz 1 erwähnten Verflüssigungen, der dem Anteil des von der Finanzeinrichtung eingegangenen Risikos entspricht, vorrangig für den Anteil des nicht von der S.G.R.W. garantierten Kredits bestimmt.

Der Saldo des Erlöses aus den in Artikel 7, Absatz 1 erwähnten Verflüssigungen wird für den tatsächlich ausstehenden Betrag jeweils des Anteils des von der S.G.R.W. garantierten Kredits und des Anteils des zum Zeitpunkt der Kündigung nicht von der S.G.R.W. garantierten Kredits proportional bestimmt.

Art. 9 - In den folgenden Fällen kann die S.G.R.W. beschließen, dass die gewährte Garantie entzogen wird:

- 1° die für den Genuss dieser Garantie festgesetzten Bedingungen sind nicht erfüllt worden;
- 2° die Finanzeinrichtung hat die von der S.G.R.W. vorgeschriebenen Maßnahmen zur Verwendung des Kredits zu den vorgesehenen Zwecken nicht getroffen.
- 3° die Garantie wurde aufgrund falscher Erklärungen der Finanzeinrichtung erhalten;
- 4° die Finanzeinrichtung ändert die ursprünglichen Bedingungen für den Kredit ohne das Einverständnis der S.G.R.W. oder so, dass die Gewährungsbedingungen der Garantie der S.G.R.W. nicht mehr erfüllt sind;
- 5° die Finanzeinrichtung ist am Ablauf der vereinbarten Frist der Provision noch schuldig;
- 6° die Finanzeinrichtung hat einen Betrag gefordert, der höher als der tatsächliche erlittene, von der S.G.R.W. garantierte Verlust ist.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass wird am 1. April 2000 wirksam.

Art. 11 - Der Minister der Wirtschaft und der K.M.B wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. April 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 1034

[C — 2000/27174]

8 APRIL 2000. — **Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 houdende oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap « Société de Garantie régionale wallonne (S.G.R.W.) » (Waalse Gewestelijke Waarborgmaatschappij)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 houdende oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap « Société de Garantie régionale wallonne (S.G.R.W.) », inzonderheid op de artikelen 2 en 3;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 20 maart 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 april 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegronde enerzijds op het feit dat de naamloze vennootschap "S.G.R.W." uiterlijk 31 maart 2000 operationeel moet zijn en op die datum de enige bevoegde instantie wordt om de nieuwe waarborgaanvragen te behandelen aangezien de naamloze vennootschap "Crédit Professionnel" vanaf 1 april 2000 daarvoor niet meer bevoegd zal zijn, en anderzijds op het feit dat de "S.G.R.W." krachtens artikel 13 van het decreet van 6 mei 1999 waarbij zij is opgericht, de rechten en verplichtingen van de naamloze vennootschap "Crédit Professionnel" uiterlijk 2 juli 2000 moet overnemen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 maart 2000 krachtens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 6 mei 1999 houdende oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap « Société de Garantie régionale wallonne (S.G.R.W.) »;

2° "S.G.R.W." : de publiekrechtelijke naamloze vennootschap « Société de Garantie régionale wallonne », opgericht bij bovenvermeld decreet van 6 mei 1999;

3° "financiële instelling" : de instellingen en vennootschappen bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, 1. en 2. van het decreet;

4° "krediet" : de verrichtingen bedoeld in artikel 3, eerste lid, van het decreet;

5° "onderneming" : de kleine en middelgrote onderneming bedoeld in artikel 2, § 2, van het decreet;

6° "waarborg" : de waarborg bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, van het decreet.

Art. 2. § 1. De waarborg van de "S.G.R.W." heeft betrekking :

1° ofwel op een gedeelte dat kleiner is dan 75 % van het door de financiële instelling toegestane krediet; dat gedeelte mag niet meer bedragen dan 75 % van elke op de vervaldagen te verrichten afbetaling;

2° ofwel op een aantal op vervaldagen te verrichten afbetalingen, waarvan het totaalbedrag niet hoger is dan 75 % van het door de financiële instelling toegestane krediet.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 1°, brengt iedere terugbetaling een vermindering van de waarborg van de "S.G.R.W." met zich mee ten belope van het gedeelte van haar tegemoetkoming in de terugbetaalde afbetaling.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 2°, worden de terugbetalingen volledig afgetrokken van de waarborg van de "S.G.R.W.".

§ 2. Het in § 1 bedoelde gedeelte kan op 80 % worden gebracht wanneer de onderneming een natuurlijke persoon is die voor het eerst sedert minder dan 24 maanden hoofdzakelijk ingeschreven staat bij het "Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen" of een vennootschap is waarvan ten minste 75 % van de aandelen in handen zijn van één of meer personen van wie sprake hierboven en voor zover één van hen het dagelijkse beheer waarneemt.

§ 3. Indien de onderneming of derden onvoldoende waarborgen geven aan de financiële instelling, kan de "S.G.R.W." eisen dat de onderneming zekerheden stelt voor een deel van het krediet.

§ 4. Behoudens toepassing van artikel 3 is de waarborgsom beperkt tot het maximumbedrag van de tegemoetkoming, berekend overeenkomstig de "de minimis"-regel, zoals bepaald bij mededeling 96/C 68/08 van de Commissie betreffende de "de minimis"-tegemoetkomingen.

Het maximumbedrag van de tegemoetkoming voor het lopende jaar, T-jaar genoemd, wordt berekend als volgt :

$$\frac{\text{Maximumbedrag van de "de minimis"-tegemoetkoming, d.i. 100 000 Euro's}}{\text{Gemiddeld tegemoetkomingspercentage voor het T-jaar}}$$

Gemiddeld tegemoetkomingspercentage voor het T-jaar

Het gemiddelde tegemoetkomingspercentage voor het T-jaar wordt jaarlijks in de loop van januari berekend aan de hand van volgende formule :

$$\frac{\text{Totaal werkelijke tegemoetkomingen van de jaren T-1 à T-4}}{\text{Totaal waarborgen verleend in de loop van de jaren T-1 à T-4}}$$

Totaal waarborgen verleend in de loop van de jaren T-1 à T-4

De werkelijke tegemoetkoming is gelijk aan het totaal van de terugbetalingen gekoppeld aan de verleende gewestwaarborg waarvan de ontvangen provisies en de invorderingen afgetrokken worden.

Art. 3. Een voorafgaande kennisgeving aan de Europese Commissie is vereist :

1° indien het bedrag van de waarborg hoger is dan het in artikel 2, § 4, bedoelde maximumbedrag van de tegemoetkoming;

2° indien de onderneming deel uitmaakt van de sectoren die onder het EGKS-Verdrag vallen of van de sectoren scheepsbouw, vervoer, landbouw en visserij.

Art. 4. De waarborgaanvraag wordt door de financiële instelling bij de "S.G.R.W." ingediend en moet vergezeld gaan van een dossier met standaarddocumenten waarvan de inhoud en het doel door de "S.G.R.W." worden bepaald.

De aanvraag moet o.m. vermelden onder welke voorwaarden de financiële instelling het krediet zal toestaan en om welke redenen de waarborg wordt verleend.

De "S.G.R.W." kan toezicht uitoefenen of laten uitoefenen op de evaluatie van de waarborgen, op de boekhouding, het beheer en de financiële toestand van de onderneming die de waarborg van de "S.G.R.W." heeft aangevraagd of verkregen.

Art. 5. De financiële instelling en de onderneming betalen de "S.G.R.W." een provisie op het bedrag van de gewaarborgde kredieten.

Op advies van de raad van bestuur van de "S.G.R.W." bepaalt de Regering het percentage van de provisie ten laste van de financiële instelling en dat van de provisie ten laste van de onderneming. Ze moet daarbij het financiële evenwicht van de "S.G.R.W." in acht nemen, rekening houdende met de in artikel 8 van het decreet bedoelde tegemoetkoming van het Waalse Gewest, alsmede haar maatschappelijk doel, namelijk vlottere kredietverlening voor beroepsdoelenden aan kleine en middelgrote ondernemingen en bevordering van hun oprichting en ontwikkeling in het Waalse Gewest.

Voor de in artikel 2, § 2, bedoelde onderneming, kan de provisie ten laste van de onderneming verminderd worden.

Een vervroegde volledige of gedeeltelijke terugbetaling heeft niet de teruggave van een deel van de provisie tot gevolg.

Art. 6. De financiële instelling die een door de "S.G.R.W." gewaarborgd krediet opzegt, laat het haar weten zelfzeldertijd als ze de opzegging aan de onderneming richt, en geeft daarbij de redenen van haar beslissing op. Op de datum van opzegging maakt ze de uitvoerige afrekening van de schuldvordering die ze t.o.v. de onderneming heeft, met name het verschuldigde saldo in hoofdsom, het bedrag van de vervallen intresten en de eventuele bijkomende kosten.

De "S.G.R.W." mag een provisie aan de financiële instelling uitkeren zodra ze verneemt dat kans op tegemoetkomingsverlening bestaat. Dat bedrag wordt door de financiële instelling achtereenvolgens aangerekend op de bijkomende kosten, de intresten en de hoofdsom die terugbetaald moet worden wanneer de storting verricht wordt. De uitkering van een provisie stelt de "S.G.R.W." vrij van de betaling van intresten op het bedrag in hoofdsom aldus terugbetaald vanaf de dag na de storting van de provisie.

Art. 7. De financiële instelling eist de invordering van de opgezegde kredieten door alle wettelijke middelen en maakt, in overleg met de "S.G.R.W.", de gestelde zekerheden of waarborgen alsmede de goederen van de onderneming te gelde.

Na afsluiting van de invorderingsverrichtingen stuurt de financiële instelling een aanvraag om tegemoetkoming aan de "S.G.R.W." voor het bedrag dat voor haar rekening blijft.

De juiste afrekening van de tegemoetkoming van de "S.G.R.W." wordt pas verricht wanneer het definitieve bedrag van de tegemoetkoming gekend is en aanleiding geeft tot de betaling van een aanvullende tegemoetkoming of tot de terugbetaling van een eventueel saldo.

Art. 8. In geval van schade waarvoor de in artikel 2, § 1, 1°, bedoelde waarborg wordt verleend, wordt het opbrengstaandeel van de in artikel 8, eerste lid, bedoelde tegeldemakingen, verhoudingsgewijs bestemd voor het werkelijk uitstaande bedrag van het deel van het door de "S.G.R.W." gewaarborgde krediet en van het deel van het op de dag van opzegging niet gewaarborgde krediet.

In geval van schade waarvoor de in artikel 2, § 1, 2°, bedoelde waarborg wordt verleend, wordt het opbrengstaandeel van de in artikel 8, eerste lid, bedoelde tegeldemakingen, dat overeenstemt met het percentage van het door de financiële instelling genomen risico, prioritair besteed aan het deel van het krediet dat niet gewaarborgd is door de "S.G.R.W.".

Het saldo van de opbrengst van de tegeldemakingen bedoeld in artikel 8, eerste lid, wordt verhoudingsgewijs bestemd voor het werkelijk uitstaande bedrag van het deel van het door de "S.G.R.W." gewaarborgde krediet en van het deel van het op de dag van opzegging niet gewaarborgde krediet.

Art. 9. De "S.G.R.W." kan beslissen de verleende waarborg in te trekken indien :

1° de voorwaarden voor de verlening ervan niet vervuld zijn;

2° de financiële instelling de door de "S.G.R.W." voorgeschreven maatregelen niet heeft getroffen om het krediet voor de vastgelegde doeleinden aan te wenden;

3° de waarborg verleend is op grond van onjuiste aangiften van de financiële instelling;

4° de financiële instelling de aanvankelijke voorwaarden voor de kredietverlening wijzigt zonder voorafgaande instemming van de "S.G.R.W." of ze dusdanig wijzigt dat de voorwaarden waaronder de "S.G.R.W." de waarborg verleent, niet meer vervuld zijn;

5° de financiële instelling de provisie niet betaald heeft op de vervaldag van de overeengekomen termijn;

6° de financiële instelling een bedrag heeft opgeëist dat hoger is dan het werkelijk geleden verlies dat door de "S.G.R.W." wordt gedekt.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2000.

Art. 11. De Minister van Economie en K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 april 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA